



Assemblée générale

Distr. générale
27 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixantième session, 2-6 mai 2011

N° 2/2011 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 28 décembre 2010

Concernant: Abdul Hakim Gellani

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Selon les informations soumises par la source au Groupe de travail sur la détention arbitraire, Abdul Hakim Gellani, ressortissant britannique né le 11 décembre 1964 et résidant habituellement avec sa femme et ses enfants au Royaume-Uni, est le directeur d'une agence de voyage spécialisée dans les pèlerinages à La Mecque.

4. Le 19 novembre 2005, alors qu'il était en voyage d'affaires en Arabie saoudite, M. Gellani a été arrêté à La Mecque par les services de sécurité saoudiens. Après intervention du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth ainsi que d'un cabinet d'avocats engagé par sa famille, les autorités saoudiennes ont reconnu son arrestation et sa détention le 14 décembre 2005.

5. M. Gellani a été transféré le 18 décembre 2005 à la prison de Ruwais, à Jeddah, et a reçu le lendemain une visite médicale d'un fonctionnaire du consulat britannique. Cependant, d'après la source, M. Gellani a dû attendre le 12 mars 2006 pour bénéficier d'une visite consulaire en bonne et due forme.

6. D'après la source, M. Gellani a observé une grève de la faim en mai 2006 pour dénoncer ses conditions de détention et le non-respect du droit à un procès équitable. Selon les informations communiquées, M. Gellani n'a pas été inculqué conformément au Code de procédure pénale saoudien et n'a comparu devant un juge que le 19 juillet 2006, date à laquelle il a été libéré.

7. Après sa libération, M. Gellani a entamé des démarches pour organiser son retour au Royaume-Uni. D'après la source, il a demandé un nouveau passeport au consulat britannique, qui le lui a délivré. Cependant, les autorités saoudiennes lui ont refusé un visa de sortie.

8. Après avoir accordé à Al Jazeera un entretien sur les conditions de détention en Arabie saoudite, M. Gellani a de nouveau été arrêté par les services de sécurité saoudiens le 8 août 2007 à l'hôtel Morjane, son lieu de résidence temporaire à La Mecque. Selon les informations reçues, le Ministère saoudien des affaires étrangères a nié la détention de M. Gellani jusqu'au 23 septembre 2007. Par la suite, la famille de M. Gellani a appris qu'il avait été transféré à la prison de Ruwais, à Jeddah.

9. D'après la source, M. Gellani a été maintenu en détention au secret jusqu'au 27 octobre 2007, date à laquelle il a reçu une visite d'un fonctionnaire du consulat britannique, la première depuis qu'il avait été de nouveau arrêté. À la suite de cette visite, M. Gellani a été autorisé à appeler régulièrement sa famille et à recevoir de nouvelles visites consulaires. Selon les informations reçues, M. Gellani a été détenu à l'isolement et, à plusieurs reprises, a dû dormir par terre, sans couverture et dans une cellule où la lumière restait allumée en permanence. La source indique également que M. Gellani a été passé à tabac et soumis à de graves humiliations. À d'autres occasions, M. Gellani aurait été privé de Coran ou menotté plusieurs jours durant. La source fait valoir que ces traitements,

conjugués au fait que M. Gellani ignore quand sa détention prendra fin, sont assimilables à une forme de torture ou de traitements inhumains et dégradants et constituent une grave violation des droits que M. Gellani tient des lois saoudiennes et du droit international.

10. De plus, au cours des deux périodes de détention, M. Gellani n'aurait jamais été inculpé. D'après la source, bien que M. Gellani ait été présenté à un juge à plusieurs reprises, on lui a indiqué à chaque fois qu'il ne pouvait être entendu en l'absence d'un avocat. En septembre 2010, la famille de M. Gellani, grâce à l'aide d'un cabinet d'avocats établi à Londres et à l'intervention du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, a réussi à trouver un avocat saoudien pour défendre M. Gellani. Cependant, d'après les informations reçues, on a empêché cet avocat de se présenter au tribunal lors de la dernière audience, le 26 septembre 2010. L'avocat aurait été arrêté le jour même et maintenu en détention pendant trois jours par les autorités aux fins d'interrogatoire. La source fait donc valoir que M. Gellani, au-delà de la question de sa détention prolongée et de son ignorance des motifs de sa privation de liberté, n'a bénéficié ni d'un procès équitable ni d'une défense en bonne et due forme.

11. Dans sa communication au Groupe de travail sur la détention arbitraire, la source indique que pendant les deux périodes de détention, c'est-à-dire de novembre 2005 à juillet 2006 et d'octobre 2007 à aujourd'hui, la privation de liberté de M. Gellani n'a été justifiée par aucun fondement légal. Aucun mandat d'arrestation ne lui a été présenté et il n'a jamais été informé des charges retenues contre lui. La source cite plusieurs articles de loi du droit saoudien qui ont été violés par l'arrestation et la détention de M. Gellani, notamment l'article 36 de la Loi fondamentale sur la gouvernance, les articles 4 et 35 de la loi saoudienne de procédure pénale (décret royal n° M/39) et l'article 114 du décret royal.

12. Enfin, la source fait valoir que bien qu'un avocat ait été désigné par la famille de M. Gellani, celui-ci ne bénéficie toujours pas d'une défense en bonne et due forme. En particulier, on aurait empêché l'avocat de M. Gellani d'être présent à l'audience du 26 septembre 2010. D'après la source, la détention de M. Gellani est contraire au droit interne saoudien et aux normes applicables du droit international.

Réponse du Gouvernement

13. Le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement saoudien et lui a demandé de lui faire parvenir, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Gellani ainsi que des explications quant aux dispositions légales justifiant sa détention prolongée. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu.

Délibération

14. Malgré l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail, sur la base des informations dont il est saisi, considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Gellani conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

15. Sur la base des informations soumises par la source, le Groupe de travail a identifié un certain nombre de points à relever dans cette affaire. M. Gellani a été arrêté et placé en détention sans mandat à deux reprises. La deuxième fois, il y a également eu disparition. À cela s'ajoutent les allégations faisant état de conditions de détention très dures, de mauvais traitements, d'absence de défense en bonne et due forme, de non-respect du droit à un procès équitable et de détention prolongée dans l'ignorance des motifs la justifiant.

16. À la suite de la première arrestation, la détention a duré huit mois, sans inculpation, procès ou toute autre forme de procédure légale, et s'est achevée par la libération de M. Gellani, le 19 juillet 2006. Faute d'informations prouvant le contraire, il semble que les autorités saoudiennes n'aient invoqué aucun fondement légal pour justifier cette détention.

17. La deuxième fois, l'arrestation et la détention, qui se poursuit encore aujourd'hui, sont intervenues après que M. Gellani avait accordé un entretien à Al Jazeera sur la médiocrité des conditions de détention dans les prisons saoudiennes. En l'absence de réponse du Gouvernement, le lien entre le fait que M. Gellani ait exercé son droit à la liberté d'expression et d'opinion et sa disparition (initiale) puis sa détention reconnue semble plausible. De plus, l'affaire en question n'est pas un cas isolé, compte tenu des affaires antérieures dans lesquelles des universitaires et des intellectuels ont été arrêtés et placés en détention après avoir exprimé des avis ou des critiques sur les politiques du Gouvernement. Il semble exister un lien manifeste entre l'exercice de la liberté d'opinion et la détention (voir les avis cités au paragraphe 20).

18. Les arrestations sans mandat, les traitements cruels, inhumains et dégradants infligés en détention, ainsi que l'absence de procès équitable, notamment du fait des difficultés d'accès à un avocat, constituent une autre forme de privation et de déni des droits fondamentaux reconnus par le droit interne et le droit international relatif aux droits de l'homme. En particulier, ces actions et omissions, que l'État n'a pas contestées, constituent des violations des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du principe premier des Principes de base relatifs au rôle du barreau et du principe 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

19. Bien que le Gouvernement n'ait pas apporté de réponse aux allégations de la source, le Groupe de travail dispose d'informations, réunies dans le cadre des nombreuses affaires dont il a été saisi au sujet de l'Arabie saoudite, dont se dégage une nette tendance. Comme indiqué dans des avis rendus précédemment par le Groupe de travail, notamment les avis n° 36/2008; n° 37/2008; n° 22/2008 et n° 21/2009, un grand nombre de personnes ont été arrêtées et placées en détention sans mandat, n'ont pas été présentées en temps voulu à un magistrat, n'ont pas bénéficié des services d'un avocat et n'ont pas même été jugées. Dans la majorité de ces affaires, la personne détenue avait été arrêtée après avoir exprimé son opinion sans violence; dans d'autres cas, de vagues raisons de sécurité avaient été invoquées. Il est donc pertinent de relever que l'affaire de M. Gellani s'inscrit dans cette tendance au non-respect des droits fondamentaux.

Avis et recommandations

20. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Gellani est arbitraire dans les deux cas en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

21. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de faire libérer M. Gellani immédiatement et de prendre les mesures qui s'imposent pour rendre sa situation compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

22. Le Groupe de travail demande également au Gouvernement saoudien d'accorder une réparation appropriée à M. Gellani et à sa famille.

23. Le Groupe de travail invite le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 3 mai 2011]